

---

Dans les affaires internationales, la prudence est de mise. Mais c'est également, de façon unique, un domaine où les nations parlent et agissent pour elles-mêmes et se révèlent par leurs actions.

Nous avons à choisir, lorsque le gouvernement des États-Unis a annoncé un embargo contre le Nicaragua, entre suivre la politique de nos voisins ou adopter notre propre politique. Nous avons choisi la deuxième solution.

Nous avons dû faire un choix quant au rôle que le Canada doit jouer dans la région perturbée qu'est l'Amérique latine. Nous avons opté pour le rôle très particulier issu de la longue et précieuse tradition de maintien de la paix dont les Canadiens sont imprégnés, afin que le processus de Contadora ne se limite pas à engendrer de la bonne volonté, mais soit un moyen efficace d'assurer la paix.

Nous avons à décider, il y a deux semaines, si nous accepterions l'invitation que nous ont faite les États-Unis de participer directement à la recherche dans le cadre de l'initiative de défense stratégique, sur laquelle nous n'aurions eu pratiquement aucun contrôle. Nous avons décliné l'invitation, sachant pertinemment que cela aurait certaines répercussions sur nos relations avec les États-Unis.

Nous avons aussi un choix à faire relativement à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette institution des Nations Unies s'est tellement écartée de la voie tracée, faut-il le dire, que certains gouvernements dont ceux de Singapour, de la Grande-Bretagne et des États-Unis lui ont donné notification de leur retrait. Nous avons, pour notre part, décidé de travailler de l'intérieur et d'user de l'influence que nous avons au sein de l'UNESCO pour la réformer et la ramener sur la bonne voie.

Nous avons également le choix dans le cas des négociations commerciales multilatérales, où il existe un désaccord entre les pays développés et les pays en développement quant à la nature des discussions qui devront avoir lieu au moment de fixer les règles internationales du commerce. Nous sommes l'un des pays industrialisés du monde, mais nous avons en même temps des liens uniques avec les pays en développement, de sorte que nous avons choisi de chercher à trouver un terrain d'entente entre les deux parties. Une délégation canadienne se rendra dans les pays d'Asie et d'Amérique latine en octobre, afin de chercher un accord sur l'ordre du jour qui pourrait permettre au monde de faire un pas en avant.

Nous avons aussi le choix, en ce qui a trait à l'Afrique du Sud, entre les moyens à notre disposition pour mettre un terme à l'*apartheid*. Nous avons imposé des sanctions économiques, par exemple nous avons cessé d'appliquer les polices d'assurances globales en matière d'exportations, nous avons arrêté les subventions données dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation, et nous avons dénoncé le traité que nous avons signé avec l'Afrique du Sud sur la double imposition. Mais nous avons également reconnu que notre appartenance au Commonwealth et la position que nous y occupons constituent pour nous un atout particulier. De toutes les institutions du monde, le Commonwealth est celle qui peut, pratiquement plus que toute autre, influencer sur le cours des événements en Afrique du Sud. Et le Canada jouit d'une plus grande influence dans le Commonwealth que dans nombre d'autres organismes. Voilà donc qui constitue un des importants défis de la politique étrangère du Canada, à savoir reconnaître nos points forts et en faire le meilleur usage possible.

---